

Chambre des Représentants

SESSION 1960-1961.

18 NOVEMBRE 1960.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères, signée à La Haye, le 1^{er} juin 1956.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le présent projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux Chambres a pour objet l'approbation de la Convention concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères, signée à La Haye, le 1^{er} juin 1956.

Elaborée à la septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé par une Commission présidée par l'un des plus éminents juristes belges, M. le Professeur E. Van Dievoet, cette Convention entend régler la reconnaissance entre les pays signataires de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères.

Dans le tome I^{er} de son *Traité de droit civil belge*, n° 106. M. De Page, examinant la condition des personnes morales étrangères en Belgique s'exprime comme suit :

« Longtemps l'on s'est demandé si les personnes morales reconnues par les lois étrangères avaient en Belgique la pleine possession de leurs droits. Les uns pensaient que leur existence pouvait être reconnue *de plano* par le seul fait qu'elles constituaient une personne juridique au regard de leur loi nationale; d'autres objectaient qu'étant pure fiction elles ne pouvaient la posséder que dans les limites de l'Etat qui les créait (Poulet — *Droit international privé*, n° 195 à 205).

» La jurisprudence admettait la reconnaissance de la personnalité morale *de plano* pour les Etats étrangers ou les subdivisions administratives de ces Etats ainsi que pour les établissements publics dépendant des Etats. Elle la refusait pour les personnes morales étrangères de droit privé,

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1960-1961.

18 NOVEMBER 1960.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van het Verdrag nopens de erkenning van de rechtspersoonlijkheid van vreemde vennootschappen, verenigingen en stichtingen, ondertekend te 's-Gravenhage, op 1 juni 1956.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Hierbij heeft de Regering de eer aan de Kamers een ontwerp van wet voor te leggen met het oog op de goedkeuring van het Verdrag nopens de erkenning van de rechtspersoonlijkheid van vreemde vennootschappen, verenigingen en stichtingen, ondertekend te 's-Gravenhage op 1 juni 1956.

Dit Verdrag, dat in de zevende zitting van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht is uitgewerkt door een commissie, voorgezeten door één van de voortreffelijkste Belgische rechtsgeleerden, de heer Professor E. Van Dievoet, wil onder de landen die het Verdrag hebben ondertekend, de erkenning regelen van de rechtspersoonlijkheid van vreemde vennootschappen, verenigingen en stichtingen.

In het eerste boekdeel van zijn werk « *Traité de droit civil belge* », n° 106 wijdt de heer De Page een onderzoek aan de toestand van de vreemde rechtspersoon in België en drukt zich uit als volgt :

« Longtemps l'on s'est demandé si les personnes morales reconnues par les lois étrangères avaient en Belgique la pleine possession de leurs droits. Les uns pensaient que leur existence pouvait être reconnue *de plano* par le seul fait qu'elles constituaient une personne juridique au regard de leur loi nationale; d'autres objectaient qu'étant pure fiction elles ne pouvaient la posséder que dans les limites de l'Etat qui les créait (Poulet — *Droit international privé*, n° 195 à 205).

» La jurisprudence admettait la reconnaissance de la personnalité morale *de plano* pour les Etats étrangers ou les subdivisions administratives de ces Etats ainsi que pour les établissements publics dépendant des Etats. Elle la refusait pour les personnes morales étrangères de droit privé,

sauf reconnaissance de leur personnalité par arrêté royal, conformément à l'article 2 de la loi du 14 mars 1855.

» Les textes, d'autre part, n'admettaient la reconnaissance des personnes morales de droit étranger qu'en ce qui concerne les sociétés commerciales (art. 196 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales) et les associations internationales à but scientifique (loi du 25 octobre 1910, art. 1^{er}).

» Ces discussions s'atténuèrent très fortement ces dernières années lorsque fut adopté le système de la réalité de la personne morale et que s'évanouirent par conséquent toutes les difficultés nées du système de la fiction : cette évolution se marqua d'abord dans la jurisprudence administrative, puis dans la jurisprudence civile.

» Depuis la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif la controverse paraît définitivement éteinte et les tribunaux reconnaissent à toute association étrangère, quelle qu'elle soit, la jouissance de tous ses droits, dès l'instant où sa personnalité est reconnue par son droit national. »

La présente Convention consacre, sur le plan international, la reconnaissance, par les Etats adhérents, de la personnalité juridique acquise en vertu de la loi de l'un d'eux.

Par le terme « loi » il faut entendre, dans les différents articles où il en est fait usage, non seulement des dispositions législatives, mais encore toute autre règle qui a force de droit dans le pays, par exemple en vertu de la coutume, de précédents judiciaires, d'une doctrine unanimement reconnue et suivie, etc...

Toutefois, en vertu des divergences existant dans le droit des divers Etats sur la loi compétente pour reconnaître originairement la personnalité juridique, la Convention a dû se rallier à l'une d'elles et a choisi la loi de l'Etat « où les formalités d'enregistrement ou de publicité ont été remplies et où se trouve le siège statuaire ».

La Convention comporte donc une concession de la part des pays attachés, comme la Belgique, au système dit du siège réel, au profit de ceux attachés au système dit de l'incorporation.

L'article 1^{er} dispose en effet que « la personnalité juridique acquise par une société, une association ou une fondation en vertu de la loi de l'Etat contractant où les formalités d'enregistrement ou de publicité ont été remplies et où se trouve le siège statuaire, sera reconnue de plein droit dans les autres Etats contractants » aux conditions minima précisées par la suite du texte.

La doctrine et la jurisprudence belges, écartant la loi de l'Etat où se trouve le siège statuaire de l'être moral et celle où les formalités de constitution ou de publicité ont été réalisées, admettent au contraire, comme seule compétente pour reconnaître originairement la personnalité juridique, la loi de l'Etat où l'être moral a son principal établissement, c'est-à-dire le siège administratif de son activité (voir notamment Poulet, *Manuel de droit international privé belge*, n^{os} 224 et 225, et les références citées — Devos, *Le Problème des Conflits de lois*, T. II, n^{os} 603 et suivants).

L'article 197 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en disposant que « toute société dont le principal établissement est en Belgique est soumise à la loi belge, bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger » impose d'ailleurs, par un texte exprès, aux autorités belges de ne reconnaître la personnalité juridique des sociétés commerciales dont le principal établissement est

sauf reconnaissance de leur personnalité par arrêté royal, conformément à l'article 2 de la loi du 14 mars 1855.

» Les textes, d'autre part, n'admettaient la reconnaissance des personnes morales de droit étranger qu'en ce qui concerne les sociétés commerciales (art. 196 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales) et les associations internationales à but scientifique (loi du 25 octobre 1910, art. 1^{er}).

» Ces discussions s'atténuèrent très fortement ces dernières années lorsque fut adopté le système de la réalité de la personne morale et que s'évanouirent par conséquent toutes les difficultés nées du système de la fiction : cette évolution se marqua d'abord dans la jurisprudence administrative, puis dans la jurisprudence civile.

» Depuis la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif la controverse paraît définitivement éteinte et les tribunaux reconnaissent à toute association étrangère, quelle qu'elle soit, la jouissance de tous ses droits, dès l'instant où sa personnalité est reconnue par son droit national. »

Met dit Verdrag wordt door de toetredende Staten, op internationaal plan, de erkenning bekrachtigd van de rechtspersoonlijkheid die krachtens de wet van één hunner is verkregen.

In de verschillende artikelen waar hij voorkomt, moet onder de term « wet » niet alleen de wetbepalingen worden verstaan, maar ook elk andere regel die in het land rechtskrachtig is, bij voorbeeld krachtens een gewoonte, gerechtelijke precedenten, algemeen aanvaarde en gevolgde rechtsleer, enz.

Op grond van de uiteenlopende meningen die in het recht van de onderscheiden Staten bestaan over de wet die bevoegd is om oorspronkelijk de rechtspersoonlijkheid te erkennen, heeft het Verdrag zich evenwel moeten aansluiten bij een dezer meningen en heeft het zijn keus gevestigd op de wet van de Staat « alwaar aan de formaliteiten van inschrijving op openbaarmaking is voldaan en waar zich de statuaire zetel bevindt ».

In het Verdrag komt dus een toegeving voor vanwege de landen die, zoals België, het zogenaamde stelsel van de wettelijke zetel voorstaan ten gunste van de landen die aan het zogenaamde stelsel van de incorporatie de voorkeur geven.

Artikel 1 bepaalt immers : « De rechtspersoonlijkheid, die door een vennootschap, een vereniging of een stichting is verkregen krachtens de wet van de verdragssluitende Staat, alwaar aan de formaliteiten van inschrijving of openbaarmaking is voldaan en waar zich de statuaire zetel bevindt, wordt van rechtswege in de andere verdragssluitende Staten erkend » onder de in de tekst nader bepaalde minimale voorwaarden.

De Belgische rechtsleer en rechtspraak houden geen rekening met de wet van de Staat waar zich de statuaire zetel van het zedelijk lichaam bevindt, noch met de wet waar aan de formaliteiten van oprichting of openbaarmaking is voldaan; maar kennen alleen aan de wet van de Staat waar het zedelijk lichaam zijn hoofdzetel heeft, dat is de administratieve zetel van zijn activiteit, de bevoegdheid toe om oorspronkelijk de rechtspersoonlijkheid te erkennen (zie onder meer Poulet, « *Manuel de droit international privé belge* », n^{os} 224 en 225, en de opgegeven verwijzingen — Devos, « *Le Problème des Conflits de lois* », B. II, n^{os} 603 en volgende).

Artikel 197 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, waarin is bepaald dat « elke vennootschap, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd, aan de Belgische wet onderworpen is, al werd de akte van oprichting in het buitenland opgemaakt », legt immers, door een uitdrukkelijke tekst, aan de Belgische autoriteiten de verplichting op om de rechtspersoonlijkheid van han-

en Belgique, que si les conditions exigées par la loi belge sont réunies.

Pour obvier à cette divergence de conception et faciliter l'adhésion des pays attachés comme le nôtre à la notion du siège réel, la Convention comporte, dans son article 2, la faculté pour ces derniers de ne pas reconnaître la personnalité juridique à l'être moral dont le siège réel se trouve sur leur territoire ou sur le territoire d'un Etat prenant en considération le siège réel, la reconnaissance de cette personnalité par un pays du siège statutaire ou du siège de constitution ne les liant pas.

L'article 2 précise que par siège réel il faut entendre l'administration centrale, ce qui correspond à notre notion de principal établissement.

L'article 2 ajoute, pour éviter les inconvénients du refus de reconnaissance ainsi permis aux Etats dits du siège réel, que cette possibilité de refus ne pourra toutefois jouer « si la société, l'association ou la fondation transfère, dans un délai raisonnable, son siège réel dans un Etat qui accorde la personnalité sans prendre ce siège en considération ». De même, en vertu de l'article 3, alinéa 2, la société pourra régulariser sa situation en transférant son siège statutaire dans l'Etat où elle a son siège réel. Dans cette dernière éventualité la société devra adapter ses statuts à la législation de l'Etat où se trouve son siège réel.

Les tribunaux belges pourront donc faire application de l'article 2 de la Convention pour se refuser à reconnaître la personnalité juridique d'un être moral dont l'administration centrale se trouverait en Belgique mais qui, quoique sa personnalité fut reconnue par une loi étrangère, ne réunit pas les conditions exigées par la loi belge pour cette reconnaissance.

La reconnaissance de la personnalité juridique a lieu de plein droit précise l'article 1^{er}.

Le rapport de M. L. A. Nypels, rapporteur de la deuxième commission à la 7^e Session de la Conférence de La Haye (Voir Actes de la Conférence de La Haye — Rapport des travaux) s'exprime à cet égard comme suit :

« La Convention prévoit une reconnaissance de plein droit, qui a donc un caractère déclaratif. Elle ne consiste point en un acte constitutif de l'Etat où a lieu la reconnaissance de la personne juridique étrangère. La Convention écarte donc les entraves que constitue encore dans certains pays l'exigence d'un décret de reconnaissance. Le simple fait que la Convention prescrit la reconnaissance d'une personne étrangère obligera toute autorité des Etats signataires, les tribunaux en premier lieu, à reconnaître cette personne, éventuellement parce que la Convention acceptée liera directement les ressortissants de cet Etat, soit parce que ses dispositions auront été incorporées dans une loi spéciale, si le droit constitutionnel de l'Etat l'exige.

» Il en résulte que dans le système de la Convention la reconnaissance de la personnalité ne peut pas être retirée; on peut retirer seulement ce qui a été accordé par un acte constitutif. »

Il importe, toutefois, d'ajouter que les conditions du maintien de la reconnaissance peuvent venir à cesser ou que la notion d'ordre public peut, à un moment donné, s'interposer de telle sorte que les autorités de l'Etat auxquelles la reconnaissance s'est imposée, peuvent être amenées à considérer qu'elles en sont dégagées.

* * *

delsvennootschappen die hun hoofdzetel in België hebben eerst dan te erkennen wanneer aan de vereisten, gesteld door de Belgische wet is voldaan.

Om die uiteenlopende opvatting te voorkomen en om de toetreding te vergemakkelijken van landen die zoals het onze het begrip van de werkelijke zetel voorstaan, kunnen deze laatste, ingevolge artikel 2 van het Verdrag, al dan niet de rechtspersoonlijkheid erkennen van het zedelijk lichaam waarvan de werkelijke zetel gevestigd is op hun grondgebied of op het grondgebied van een Staat die de werkelijke zetel in aanmerking neemt, aangezien zij niet gebonden zijn door de erkenning van die rechtspersoonlijkheid door een land waar de statutaire zetel of de zetel van oprichting is gevestigd.

Artikel 2 preciseert dat door werkelijke zetel dient te worden verstaan de hoofdadministratie, wat overeenkomt met ons begrip hoofdzetel.

Ten einde de bezwaren te verhelpen, verbonden aan de weigering van erkenning die aldus mogelijk is voor de zogenaamde Staten van de werkelijke zetel, stelt artikel 2 dat die mogelijke weigering evenwel niet kan gelden « indien de vennootschap, de vereniging of de stichting, binnen een redelijke termijn haar werkelijke zetel overbrengt naar een Staat, die de rechtspersoonlijkheid toekent zonder deze zetel in aanmerking te nemen ». Evenzo kan de vennootschap, krachtens artikel 3, lid 2, haar toestand regulariseren door haar statutaire zetel naar de Staat waar zij haar werkelijke zetel heeft, over te brengen. In dit geval moet de vennootschap haar statuten aanpassen aan de wetgeving van de Staat waar haar werkelijke zetel gevestigd is.

De Belgische rechtbanken zullen dus op grond van artikel 2 van het Verdrag de erkenning van de rechtspersoonlijkheid kunnen weigeren van een zedelijk lichaam waarvan de hoofdadministratie zich in België mocht bevinden, maar dat, hoewel zijn rechtspersoonlijkheid door een vreemde wet is erkend, niet voldoet aan de vereisten die door de Belgische wet voor die erkenning worden gesteld.

Artikel 1 bepaalt dat de erkenning van de rechtspersoonlijkheid van rechtswege geschiedt.

Het verslag van de heer L. A. Nypels, verslaggever van de tweede commissie van de 7^{de} Zitting van de Haagse Conferentie (zie « Actes de la Conférence de La Haye — Rapport des travaux »), zegt hieromtrent het volgende :

« La Convention prévoit une reconnaissance de plein droit, qui a donc un caractère déclaratif. Elle ne consiste point en un acte constitutif de l'Etat où a lieu la reconnaissance de la personne juridique étrangère. La Convention écarte donc les entraves que constitue encore dans certains pays l'exigence d'un décret de reconnaissance. Le simple fait que la Convention prescrit la reconnaissance d'une personne étrangère obligera toute autorité des Etats signataires, les tribunaux en premier lieu, à reconnaître cette personne, éventuellement parce que la Convention acceptée liera directement les ressortissants de cet Etat, soit parce que ses dispositions auront été incorporées dans une loi spéciale, si le droit constitutionnel de l'Etat l'exige.

» Il en résulte que dans le système de la Convention la reconnaissance de la personnalité ne peut pas être retirée; on peut retirer seulement ce qui a été accordé par un acte constitutif. »

Hier moet echter worden aan toegevoegd, dat de voorwaarden voor het behoud van de erkenning kunnen ophouden te bestaan of dat op een gegeven ogenblik het begrip openbare orde kan opdoemen zodat de autoriteiten van de Staat die tot de erkenning verplicht was, ertoe kunnen genoopt worden zich als niet meer gebonden te beschouwen.

* * *

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, dispose, comme nous l'avons vu, que les sociétés qui ont acquis la personnalité juridique dans le pays où elles ont, à la fois, leur siège statutaire et où les formalités d'enregistrement ou de publicité ont été accomplies sont en principe reconnues par les autres Etats contractants.

Dans l'alinéa 2 de l'article 1^{er} la Convention envisage toutefois le cas de personnes juridiques qui — comme cela se présente dans certains pays et même en Belgique pour les sociétés civiles — se constituent sans qu'une formalité d'enregistrement ou de publicité doive être remplie.

La Convention ne détermine pas, dans cette hypothèse, quelle est la loi gouvernant le contrat et à laquelle il y a lieu de se référer pour savoir si la personne juridique est originairement reconnue. Ce sera au juge de chaque Etat contractant de rechercher suivant les règles de son propre droit international privé quelle est cette loi et, si en vertu de celle-ci, la personnalité est acquise. Dans l'affirmative il devra reconnaître à son tour la personnalité juridique sauf, bien entendu, s'il statue dans un Etat attaché au système du siège réel et s'il constate que le siège réel est situé sur son territoire (art. 2, al. 1^{er}) ou sur celui d'un autre Etat contractant dont la loi prend en considération le siège réel (art. 2, al. 2).

La Convention se limite à la réglementation de la reconnaissance de la personnalité juridique. La première question qui se pose est de savoir quand une entité étrangère possède la personnalité juridique ou, en d'autres mots, quels sont les éléments essentiels d'une personnification juridique entraînant la reconnaissance d'office par les Etats contractants.

Le premier alinéa de l'article 1^{er} ne définit pas la personnalité juridique mais en précise les attributs essentiels et minima, à savoir la capacité d'ester en justice, celle de posséder des biens et de passer des contrats et autres actes juridiques.

Si ces conditions sont remplies, la reconnaissance par les autres Etats contractants s'impose même à ceux dont le droit interne refuse la personnalité à des groupements analogues constitués sur leur territoire.

Cette reconnaissance de la personnalité juridique implique, dit l'article 5, « La capacité qui lui est attachée par la loi en vertu de laquelle elle a été acquise ». Le même article précise :

« Toutefois, les droits que la loi de l'Etat de reconnaissance n'accorde pas aux sociétés, aux associations et aux fondations du type correspondant, pourront être refusés.

» L'Etat de reconnaissance pourra également réglementer l'étendue de la capacité de posséder des biens sur son territoire.

» La personnalité emportera, en tout cas, la capacité d'ester en justice, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur, en conformité des lois du territoire. »

L'article 7 de son côté dispose que :

« L'admission à l'établissement, au fonctionnement et, en général, à l'exercice permanent de l'activité sociale sur le territoire de l'Etat de reconnaissance, est réglée par la loi de cet Etat. »

La Convention n'a pas voulu, quant à présent, aller plus loin; elle a laissé une grande souplesse dans l'application des législations nationales, se contentant, de marquer le

Zoals wij hebben gezien bepaalt artikel 1, lid 1, dat de vennootschappen die de rechtspersoonlijkheid hebben verkregen in het land waar zij tegelijk hun statutaire zetel hebben en aan de formaliteiten van inschrijving of openbaarmaking hebben voldaan, in beginsel door de andere verdragsluitende Staten erkend worden.

Lid 2 van artikel 1 van het Verdrag doet evenwel op het geval waarin — zoals in sommige landen waaronder zelfs België wat de burgerlijke vennootschappen betreft — rechtspersonen ontstaan zonder dat aan enige formaliteit van inschrijving of openbaarmaking moet worden voldaan.

In het Verdrag wordt niet bepaald welke wet in dit geval het contract beheerst en waarnaar moet worden verwezen om uit te maken of de rechtspersoonlijkheid oorspronkelijk is erkend. De rechter van iedere verdragsluitende Staat zal moeten uitmaken, overeenkomstig de regelen van zijn eigen internationaal privaatrecht, welke die wet is en of krachtens deze wet de rechtspersoonlijkheid is verkregen. In bevestigend geval zal hij op zijn beurt de rechtspersoonlijkheid moeten erkennen behalve wel te verstaan wanneer hij beslist in een Staat waar het stelsel van de werkelijke zetel wordt voorgestaan en hij vaststelt dat de werkelijke zetel op zijn grondgebied is gevestigd (art. 2, lid 1) of op het grondgebied van een andere verdragsluitende Staat waar de wet de werkelijke zetel in aanmerking neemt (art. 2, lid 2).

Het verdrag beperkt zich ertoe de erkenning van de rechtspersoonlijkheid te regelen. Vooreerst rijst de vraag te weten wanneer een buitenlandse entiteit de rechtspersoonlijkheid bezit of, met andere woorden, welke de wezenlijke bestanddelen zijn van een rechtspersoonlijkheid die ambtshalve de erkenning door de verdragsluitende Staten ten gevolge hebben.

Het eerste lid van artikel 1 geeft geen omschrijving van de rechtspersoonlijkheid maar omlijnt de wezenlijke en minimale attributen daarvan, namelijk de bevoegdheid in rechte op te treden, de bevoegdheid goederen te bezitten, overeenkomsten te sluiten en andere rechtshandelingen te verrichten.

Indien aan die voorwaarden is voldaan, zijn de andere verdragsluitende Staten tot de erkenning verplicht zelfs die waar, naar intern recht, de rechtspersoonlijkheid wordt geweigerd aan soortgelijke groeperingen die op hun grondgebied zijn opgericht.

Naar luid van artikel 5 omvat de erkenning van de rechtspersoonlijkheid « de bevoegdheden, welke daaraan zijn verbonden door de wet krachtens welke zij is verkregen ». Hetzelfde artikel bepaalt nader :

« Nochtans kunnen de rechten, die de wet van de erkennende staat niet toekent aan de vennootschappen, verenigingen en stichtingen van soortgelijke aard, worden onthouden.

» De erkennende Staat kan eveneens de omvang regelen van de bevoegdheid goederen op zijn grondgebied te bezitten.

» De rechtspersoonlijkheid brengt in elk geval mede bevoegdheid om, hetzij als eiser, hetzij als gedaagde, in rechte op te treden overeenkomstig de plaatselijke wet ».

Artikel 7 bepaalt van zijn kant :

« De toelating tot vestiging, tot werkzaamheid en, in het algemeen, tot de voortdurende uitoefening van de maatschappelijke activiteit op het grondgebied van de erkennende Staat, wordt geregeld door de wet van die Staat. »

In het Verdrag heeft men op dit ogenblik niet willen verder gaan; het laat een grote soepelheid voor de toepassing van de nationale wetgevingen, en bepaalt zich ertoe het

principe de la capacité des personnes morales, entraînant en tous cas, nécessairement, la capacité d'ester en justice.

* * *

La question s'est posée, au cours de l'élaboration de la Convention de l'effet du retrait de reconnaissance de la personnalité juridique par l'Etat compétent. Le rapport précité de M. L. A. Nypels s'exprime à cet égard comme suit :

« Il est certain qu'il n'y a plus d'obligation pour les Etats tiers de reconnaître la personnalité de cette société. Pourtant est-ce qu'ils auront la liberté de la reconnaître ? Si en principe le retrait de la personnalité par l'Etat d'origine produit ses effets dans les autres Etats, il est cependant possible que dans un Etat les autorités judiciaires ou administratives décident de ne pas tenir compte de ce retrait, soit pour des raisons d'ordre public, soit même pour d'autres motifs. La Commission, à une forte majorité, a décidé de ne pas régler ce problème dans la Convention. »

* * *

Le premier alinéa de l'article 3 est relatif à la reconnaissance de la continuité de la personnalité juridique en cas de transfert du siège statutaire d'un Etat contractant dans un autre.

Cette continuité s'impose aux autres Etats contractants lorsqu'elle est reconnue par les Etats des deux sièges statutaires successifs ou, suivant l'alinéa 2 du même article, si le siège statutaire est transféré, dans un délai raisonnable, dans l'Etat du siège réel.

Une société pourra, en effet, régulariser sa situation soit en transférant son siège réel dans l'Etat attaché au système de l'incorporation (article 2, alinéa 4) soit, en transférant son siège statutaire dans l'Etat du siège réel.

L'article 4 règle le sort de la reconnaissance de sociétés, associations et fondations à la suite de leur fusion avec une autre. S'il s'agit de fusion de deux sociétés constituées conformément à la loi d'un Etat contractant et si une fusion intervient dans cet Etat, la fusion sera reconnue par les autres Etats contractants. Si la fusion a lieu entre deux sociétés qui ont été constituées conformément à la loi de deux Etats contractants, cette fusion sera reconnue par les autres Etats contractants si elle est reconnue dans les deux Etats intéressés.

La fusion inclut à la fois l'absorption d'une société par une autre et la formation d'une société nouvelle par l'union de deux sociétés qui disparaissent juridiquement l'une et l'autre.

* * *

L'article 6 vise le cas des groupements qui n'ont pas la personnalité juridique dans le pays compétent pour la leur reconnaître ou refuser originairement.

Il ne peut être, pour elles, question de reconnaissance de personnalité juridique par les Etats contractants.

Toutefois, après avoir, comme dans le cas examiné ci-avant des personnes juridiques qui se constituent sans formalité d'enregistrement ou de publicité, recherché la loi

beginnel te stellen dat de rechtspersonen handelingsbekwaamheid bezitten, wat noodzakelijkerwijze steeds de bevoegdheid om in rechte op te treden medebrengt.

* * *

Tijdens de voorbereiding van het Verdrag is de vraag gerezen welke gevolg de intrekking zal hebben van de erkenning van de rechtspersoonlijkheid door de bevoegde Staat. In dit verband leze men in voormeld verslag van de heer L. A. Nypels.

« Il est certain qu'il n'y a plus d'obligation pour les Etats tiers de reconnaître la personnalité de cette société. Pourtant est-ce qu'ils auront la liberté de la reconnaître ? Si en principe le retrait de la personnalité par l'Etat d'origine produit ses effets dans les autres Etats, il est cependant possible que dans un Etat les autorités judiciaires ou administratives décident de ne pas tenir compte de ce retrait, soit pour des raisons d'ordre public, soit même pour d'autres motifs. La Commission, à une forte majorité, a décidé de ne pas régler ce problème dans la Convention. »

* * *

Het eerste lid van artikel 3 heeft betrekking op de erkenning van het voortbestaan van de rechtspersoonlijkheid wanneer de statutaire zetel van een der Verdragsluitende Staten naar een andere wordt overgebracht.

Dit voortbestaan geldt voor al de andere verdragsluitende Staten wanneer het erkend wordt door de Staten van beide achtereenvolgende statutaire zetels of, op grond van het tweede lid van artikel, indien de statutaire zetel binnen een redelijke termijn wordt overgebracht naar de Staat waar zich de werkelijke zetel bevindt.

Een vennootschap zal immers haar toestand kunnen reguleren hetzij door haar werkelijke zetel over te brengen naar een Staat die het stelsel van de incorporatie voorstaat (artikel 2, lid 4) hetzij, door haar statutaire zetel over te brengen naar de Staat waar zich de werkelijke zetel bevindt.

Artikel 4 regelt de erkenning van vennootschappen, verenigingen en stichtingen ingevolge hun fusie met een andere. Wanneer het de fusie betreft van twee vennootschappen, die overeenkomstig de wet van een verdragsluitende Staat zijn opgericht, en fusie plaatsvindt in deze Staat, wordt zij door de andere verdragsluitende Staten erkend. Vindt de fusie plaats tussen twee vennootschappen, die overeenkomstig de wet van beide verdragsluitende Staten zijn opgericht, dan wordt zij erkend door de andere verdragsluitende Staten indien zij in beide betrokken Staten erkend is.

Onder fusie wordt ook begrepen de opneming van een vennootschap in een andere en de oprichting van een nieuwe vennootschap door de vereniging van twee vennootschappen die beide op juridisch gebied verdwijnen.

* * *

Artikel 6 doelt op het geval van groeperingen die geen rechtspersoonlijkheid hebben in het land dat bevoegd is deze oorspronkelijk te erkennen of te weigeren.

Voor die groeperingen kan geen sprake zijn van erkenning van de rechtspersoonlijkheid door de verdragsluitende Staten.

Nochtans kent de rechter, nadat hij, zoals in het hierboven behandelde geval van de rechtspersonen die ontstaan zonder de formaliteit van inschrijving of openbaarmaking, heeft

régissant ces groupements, le juge leur reconnaîtra en principe la situation juridique que leur reconnaît cette loi, notamment en ce qui concerne la capacité d'ester en justice et les rapports avec les créanciers.

* * *

L'article 8 réserve la faculté d'écarter la reconnaissance de la personnalité juridique pour un motif d'ordre public.

L'article 9 permet aux Etats de faire une réserve. La Convention comporte en principe l'obligation de reconnaissance pour toutes les personnes juridiques, sociétés, associations et fondations. Toutefois, comme il est apparu qu'il serait difficile pour certains Etats de reconnaître certains groupements, il leur sera permis de faire une réserve en ce qui concerne la reconnaissance de ces groupements en faisant usage de la clause relative aux réserves figurant à l'article 9.

Il convient de rappeler ici qu'étant donné la nature de la Convention qui ne règle que des questions de droit international privé, les institutions de droit public restent en dehors du domaine de la Convention. (Voir rapport précité de M. Nypels).

Les articles 10 à 14 contiennent les dispositions finales habituelles des Conventions de La Haye et ne nécessitent aucun commentaire particulier.

* * *

La Convention soumise à votre approbation consacre dans ses grandes lignes l'attitude libérale de notre droit envers les personnes morales étrangères et n'apporte à cet égard guère d'innovations, mais il importe de le souligner, elle est destinée à procurer de sérieux avantages à nos sociétés, associations et fondations. Celles-ci verront leur personnalité reconnue de plein droit par les Etats qui ratifieront la Convention alors que, à l'heure actuelle, dans de nombreux pays, cette reconnaissance est aléatoire ou subordonnée à des conditions diverses.

C'est pourquoi nous sommes convaincus que son approbation est destinée à améliorer le sort de nos sociétés, associations et fondations, à faciliter la coopération entre Etats et à marquer un progrès nouveau du droit international.

Pour le Ministre des Affaires étrangères, absent,

Le Ministre du Commerce extérieur,

Le Ministre de la Justice,

A. LILAR.

uitgemaakt welke wet voor deze groeperingen geldt, hun in principe de rechtspositie toe die deze wet hun toestaat, met name ten aanzien van de bevoegdheid in rechte op te treden en van de rechtsverhouding tot de schuldeisers.

* * *

Artikel 8 behoudt de bevoegdheid voor de erkenning van de rechtspersoonlijkheid op grond van de openbare orde ter zijde te stellen.

Ingevolge artikel 9 kunnen de Staten een voorbehoud maken. Het Verdrag strekt in beginsel tot de verplichte erkenning van alle rechtspersonen, vennootschappen, verenigingen en stichtingen. Daar het evenwel voor sommige Staten moeilijk gebleken is bepaalde groeperingen te erkennen, wordt hun gelegenheid geboden ten aanzien van die groeperingen en voorbehoud te maken door gebruik te maken van het in artikel 9 opgenomen beding betreffende het voorbehoud.

Er dient hier aan herinnerd dat ingevolge de aard van het Verdrag, dat alleen aangelegenheden van internationaal privaatrecht regelt, de publiekrechtelijke instellingen buiten de sfeer van het Verdrag blijven (zie voormeld verslag van de heer Nypels).

In de artikelen 10 tot 14 worden de gebruikelijke slotbepalingen van de Haagse Verdragen opgenomen, zij behoeven geen bijzondere commentaar.

* * *

Het Verdrag dat U ter goedkeuring wordt voorgelegd, bekrachtigd in zijn grote trekken de liberale gedragslijn die voor ons recht ten aanzien van vreemde rechtspersonen wordt gevolgd, en brengt in dat opzicht niets nieuws. Het Verdrag strekt er echter toe — en daar dient nadruk op gelegd — aan onze vennootschappen, verenigingen en stichtingen, grote voordelen te verschaffen. Hun rechtspersoonlijkheid zal door de Staten die dit Verdrag bekrachtigen van rechtswege worden erkend terwijl thans die erkenning in talrijke landen wisselvallig is of allerhande voorwaarden worden verbonden.

Daarom zijn wij er van overtuigd dat door de goedkeuring van het Verdrag aan onze vennootschappen, verenigingen en stichtingen een beter lot zal worden beschoren, de samenwerking onder de Staten zal worden bevorderd en het internationaal recht een nieuwe vooruitgang zal boeken.

Voor de Minister van Buitenlandse Zaken, afwezig,

De Minister van Buitenlandse Handel,

De Minister van Justitie,

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministère des Affaires étrangères, le 1^{er} juillet 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi « portant approbation de la Convention concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères, signée à La Haye, le 1^{er} juin 1956 », a donné le 12 octobre 1960 l'avis suivant :

Le projet a pour objet l'approbation de la convention concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères, signée à La Haye, le 1^{er} juin 1956.

* * *

La convention s'applique à toutes personnes juridiques, soit qu'elles consistent en un groupement de personnes, soit qu'elles consistent en un patrimoine affecté à un but déterminé.

Quoique le texte ne fasse pas de distinction entre les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé, l'exposé des motifs, reprenant un passage du rapport de M. L. A. Nypels, rapporteur de la commission à la VII^e session de la Conférence de La Haye de droit international privé, précise « qu'étant donné la nature de la convention qui ne règle que des questions de droit international privé, les institutions de droit public restent en dehors du domaine de la convention ».

Quant au sort qu'il y a lieu de réserver aux sociétés qualifiées par la doctrine d'organismes d'économie mixte, il ne paraît pas devoir donner lieu à des difficultés pour l'application de la convention. Si ces organismes sont considérés comme ressortissant au droit public : la reconnaissance de leur personnalité juridique est acquise en vertu de la tradition à laquelle se réfère l'exposé des motifs; s'ils ressortissent au contraire au droit privé, la convention leur est applicable.

* * *

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la convention dispose que : « la personnalité juridique, acquise par une société, une association ou une fondation en vertu de la loi de l'Etat contractant où les formalités d'enregistrement ou de publicité ont été remplies et où se trouve le siège statutaire, sera reconnue de plein droit dans les autres Etats contractants, pourvu qu'elle comporte, outre la capacité d'ester en justice, au moins la capacité de posséder des biens et de passer des contrats et d'autres actes juridiques ».

« Par le terme loi — lit-on dans l'exposé des motifs — il faut entendre, dans les différents articles où il en est fait usage, non seulement des dispositions législatives, mais encore toute autre règle qui a force de droit dans le pays, par exemple, en vertu de la coutume, de précédents judiciaires, d'une doctrine unanimement reconnue et suivie, etc. ».

Les travaux préparatoires de la convention ne laissent aucun doute à cet égard. Le mot « loi » y est employé dans le sens qu'il a généralement dans le droit international privé et où il a pratiquement le même contenu que le mot « droit » ou que le mot anglais « law ».

Cette précision est importante. En effet, la Cour de cassation avait été amenée, à propos d'un conflit relatif à la convention d'établissement entre la Belgique et la France du 6 octobre 1927, à donner au mot « loi », employé dans un contexte analogue, une interprétation restrictive, destinée notamment à exclure la jurisprudence comme source de droit compétente pour attribuer la personnalité juridique (Cassation, 12 novembre 1935, Pas. 1936, I, 48, avec les conclusions du premier avocat général Gesche). Les auteurs de la convention et l'exposé des motifs ont nettement exprimé l'intention de donner au mot « loi » un autre contenu que celui qui a pu lui être donné dans l'interprétation de la convention d'établissement entre la Belgique et la France du 6 octobre 1927.

La chambre était composée de :

Messieurs : J. Suetens, premier président,
L. Moureau et G. Holoye, conseillers d'Etat,
Ch. Van Reepinghen et J. Limpens, assesseurs de la section de législation,
C. Rousseaux, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Suetens.

Le rapport a été présenté par M. W. Van Assche, auditeur.

Le Greffier, (s.) C. ROUSSEAU.
Le Président, (s.) J. SUETENS.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1^{er} juli 1960 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « houdende goedkeuring van het Verdrag nopens de erkenning van de rechtspersoonlijkheid van vreemde vennootschappen, verenigingen en stichtingen, ondertekend te 's Gravenhage, op 1 juni 1956 », heeft de 12^e oktober 1960 het volgende advies gegeven :

De ontworpen wet strekt tot goedkeuring van het verdrag nopens de erkenning van de rechtspersoonlijkheid van vreemde vennootschappen, verenigingen en stichtingen, ondertekend te 's Gravenhage op 1 juni 1956.

* * *

Het verdrag vindt toepassing op alle rechtspersonen, of het nu gaat om een groepering van personen dan wel om een voor een bepaald doel bestemd vermogen.

Ofschoon de tekst geen onderscheid maakt tussen publiekrechtelijke en privaatrechtelijke rechtspersonen, zegt de memorie van toelichting, aansluitend op een passus uit het verslag van de H. L. A. Nypels, verslaggever van de commissie bij de VII^e zitting van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht, « dat ingevolge de aard van het verdrag, dat alleen aangelegenheden van internationaal privaatrecht regelt, de publiekrechtelijke instellingen buiten de sfeer van het verdrag blijven ».

De positie van de vennootschappen, die de rechtsleer « instellingen van gemengd economische aard » pleegt te noemen, schijnt voor de toepassing van het verdrag geen moeilijkheden op te leveren. Worden die instellingen geacht tot het publiekrechtelijk domein te behoren, dan hebben zij rechtspersoonlijkheid krachtens de traditie waarnaar de memorie van toelichting verwijst; behoren zij daarentegen tot het privaatrechtelijk domein, dan vindt het verdrag toepassing.

* * *

Artikel 1, eerste lid, van het verdrag bepaalt : « De rechtspersoonlijkheid, die door een vennootschap, een vereniging of een stichting is verkregen krachtens de wet van de verdragsluitende Staat, alwaar aan de formaliteiten van inschrijving of openbaarmaking is voldaan en waar zich de statutaire zetel bevindt, wordt van rechtswege in de andere verdragsluitende Staten erkend, mits zij, behalve de bevoegdheid in rechte op te treden, ten minste inhoudt de bevoegdheid goederen te bezitten, overeenkomsten te sluiten en andere rechtshandelingen te verrichten ».

« In de verschillende artikelen waar hij voorkomt, aldus de memorie van toelichting, moet onder de term « wet » niet alleen de wetsbepalingen worden verstaan, maar ook elke andere regel die in het land rechtskrachtig is, bij voorbeeld krachtens een gewoonte, gerechtelijke precedents, algemeen aanvaarde en gevolgde rechtsleer, enz. ».

De documenten over de voorbereiding van het verdrag laten hieromtrent geen twijfel bestaan. Het woord « wet » is er gebruikt in de zin die het doorgaans heeft in het internationaal privaatrecht, dus praktisch met dezelfde begripsinhoud als het woord « recht » of het Engelse « law ».

Deze bijzonderheid heeft haar belang. Het Hof van cassatie heeft naar aanleiding van een conflict betreffende het op 6 oktober 1927 tussen België en Frankrijk gesloten vestigingsverdrag aan het woord « wet » in een soortgelijke context een beperkende uitlegging gegeven, onder meer met de bedoeling de rechtspraak als gezaghebbende rechtsbron voor het verlenen van rechtspersoonlijkheid uit te sluiten (Cass. 12 november 1935, Pas. 1936, I, 48, met conclusies van eerste-advocaat-generaal Gesche). De stellers van het verdrag en de memorie van toelichting hebben zeer duidelijk tot uiting gebracht, dat zij aan het woord « wet » een andere begripsinhoud geven dan bij de interpretatie van het Frans-Belgisch vestigingsverdrag van 6 oktober 1927 het geval kan zijn geweest.

De kamer was samengesteld uit :

De Heren : J. Suetens, eerste-voorzitter,
L. Moureau en G. Holoye, raadsheren van State,
Ch. Van Reepinghen en J. Limpens, bijzitters van de afdeling wetgeving,
C. Rousseaux, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. Suetens.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. Van Assche, auditeur.

De Griffier, (get.) C. ROUSSEAU.
De Voorzitter, (get.) J. SUETENS.

PROJET DE LOI

WETSONTWERP

BAUDOUIN,

Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de la Justice sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.

La Convention concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères, signée à La Haye, le 1^{er} juin 1956, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1960.

BOUDEWIJN,

Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Enig artikel.

Het Verdrag nopens de erkenning van de rechtspersoonlijkheid van vreemde vennootschappen, verenigingen en stichtingen, ondertekend te 's-Gravenhage op 1 juni 1956, zal volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, 10 november 1960.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

*Pour le Ministre des Affaires étrangères, absent,**Le Ministre du Commerce extérieur,*

VAN KONINGSWEGE :

*Voor de Minister van Buitenlandse Zaken, afwezig,**De Minister van Buitenlandse Handel,*

J. VAN OFFELEN.

*Le Ministre de la Justice,**De Minister van Justitie,*

A. LILAR.

CONVENTION

concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères.

Les Etats signataires de la présente Convention.

Désirant établir des dispositions communes concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères.

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}.

La personnalité juridique, acquise par une société, une association ou une fondation en vertu de la loi de l'Etat contractant où les formalités d'enregistrement ou de publicité ont été remplies et où se trouve le siège statuaire, sera reconnue de plein droit dans les autres Etats contractants, pourvu qu'elle comporte, outre la capacité d'ester en justice, au moins la capacité de posséder des biens et de passer des contrats et d'autres actes juridiques.

La personnalité juridique, acquise sans formalité d'enregistrement ou de publicité sera, sous la même condition, reconnue de plein droit, si la société, l'association ou la fondation a été constituée selon la loi qui la régit.

Article 2.

Toutefois, la personnalité, acquise conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, pourra ne pas être reconnue dans un autre Etat contractant dont la loi prend en considération le siège réel, si ce siège y est considéré comme se trouvant sur son territoire.

La personnalité pourra ne pas être reconnue dans un autre Etat contractant dont la loi prend en considération le siège réel, si ce siège y est considéré comme se trouvant dans un Etat dont la loi le prend également en considération.

La société, l'association ou la fondation est considérée comme ayant son siège réel au lieu où est établie son administration centrale.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 ne sont pas applicables, si la société, l'association ou la fondation transfère, dans un délai raisonnable, son siège réel dans un Etat qui accorde la personnalité sans prendre ce siège en considération.

Article 3.

La continuité de la personnalité sera reconnue dans tous les Etats contractants, en cas de transfert du siège statuaire de l'un des Etats contractants dans un autre, si cette continuité est reconnue dans les deux Etats intéressés.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 2 ne sont pas applicables si, dans un délai raisonnable, la société, l'association ou la fondation transfère son siège statuaire dans l'Etat du siège réel.

Article 4.

La fusion entre sociétés, associations ou fondations qui ont acquis la personnalité dans le même Etat contractant, intervenue dans cet Etat, sera reconnue dans les autres Etats contractants.

La fusion d'une société, d'une association, ou d'une fondation qui a acquis la personnalité dans un des Etats contractants, avec une société, une association ou une fondation qui a acquis la personnalité dans un autre Etat contractant, sera reconnue dans tous les Etats contractants, au cas où elle est reconnue dans les Etats intéressés.

Article 5.

La reconnaissance de la personnalité juridique implique la capacité qui lui est attachée par la loi, en vertu de laquelle elle a été acquise.

Toutefois, les droits que la loi de l'Etat de reconnaissance n'accorde pas aux sociétés, aux associations et aux fondations du type correspondant, pourront être refusés.

VERDRAG

nopens de erkenning van de rechtspersoonlijkheid van vreemde vennootschappen, verenigingen en stichtingen.

(Vertaling.)

De Staten die dit Verdrag hebben ondertekend:

Verlangend gemeenschappelijke regelen vast te stellen nopens de erkenning van de rechtspersoonlijkheid van vreemde vennootschappen, verenigingen en stichtingen;

Hebben besloten te dien einde een Verdrag te sluiten en zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1.

De rechtspersoonlijkheid, die door een vennootschap, een vereniging of een stichting is verkregen krachtens de wet van de verdragsluitende Staat, alwaar aan de formaliteiten van inschrijving of openbaarmaking is voldaan en waar zich de statutaire zetel bevindt, wordt van rechtswege in de andere verdragsluitende Staten erkend, mits zij, behalve de bevoegdheid in rechte op te treden, ten minste inhoudt de bevoegdheid goederen te bezitten, overeenkomsten te sluiten en andere rechtshandelingen te verrichten.

De rechtspersoonlijkheid, verkregen zonder formaliteiten van inschrijving of openbaarmaking, wordt onder dezelfde voorwaarde van rechtswege erkend, indien de vennootschap, de vereniging of de stichting is opgericht in overeenstemming met de wet, die haar beheerst.

Artikel 2.

Nochtans behoeft de rechtspersoonlijkheid, verkregen overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, niet erkend te worden in een andere verdragsluitende Staat, wiens wet de werkelijke zetel in aanmerking neemt, indien aldaar aangenomen wordt, dat die zetel zich op het grondgebied van die Staat bevindt.

De rechtspersoonlijkheid behoeft niet erkend te worden in een andere verdragsluitende Staat, wiens wet de werkelijke zetel in aanmerking neemt, indien aldaar aangenomen wordt, dat die zetel zich bevindt in een Staat, wiens wet die zetel eveneens in aanmerking neemt.

De vennootschap, de vereniging of de stichting wordt geacht haar werkelijke zetel te hebben ter plaatse waar haar hoofdadministratie is gevestigd.

De bepalingen van het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing indien de vennootschap, de vereniging of de stichting, binnen een redelijke termijn haar werkelijke zetel overbrengt naar een Staat, die de rechtspersoonlijkheid toekent zonder deze zetel in aanmerking te nemen.

Artikel 3.

Bij overbrenging van de statutaire zetel van een der verdragsluitende Staten naar een andere, wordt het voortbestaan van de rechtspersoonlijkheid in alle verdragsluitende Staten erkend, indien dit voortbestaan erkend wordt in de twee betrokken Staten.

De bepalingen van het eerste en tweede lid van artikel 2 zijn niet van toepassing, indien de vennootschap, de vereniging of de stichting binnen een redelijke termijn haar statutaire zetel overbrengt naar de Staat, waar zich de werkelijke zetel bevindt.

Artikel 4.

De fusie van vennootschappen, verenigingen of stichtingen, die rechtspersoonlijkheid hebben verkregen in een zelfde verdragsluitende Staat, wordt, wanneer zij plaatsgegrepen heeft in die Staat, in de andere verdragsluitende Staten erkend.

De fusie van een vennootschap, vereniging of stichting, die rechtspersoonlijkheid heeft verkregen in een van de verdragsluitende Staten, met een vennootschap, vereniging of stichting, die rechtspersoonlijkheid in een andere verdragsluitende Staat heeft verkregen, wordt erkend in alle verdragsluitende Staten, wanneer zij erkend wordt in de betrokken Staten.

Artikel 5.

De erkenning van de rechtspersoonlijkheid omvat de bevoegdheden, welke daaraan zijn verbonden door de wet krachtens welke zij is verkregen.

Nochtans kunnen de rechten, die de wet van de erkennende Staat niet toekent aan vennootschappen, verenigingen en stichtingen van soortgelijke aard, worden onthouden.

L'Etat de reconnaissance pourra également réglementer l'étendue de la capacité de posséder des biens sur son territoire.

La personnalité emportera, en tout cas, la capacité d'ester en justice, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur, en conformité des lois du territoire.

Article 6.

Les sociétés, les associations et les fondations, auxquelles la loi qui les régit n'accorde pas la personnalité, auront, dans le territoire des autres Etats contractants la situation juridique que leur reconnaît cette loi, notamment, en ce qui concerne la capacité d'ester en justice et les rapports avec les créanciers.

Elles ne pourront prétendre à un traitement juridique plus favorable dans les autres Etats contractants, même si elles réunissent toutes les conditions qui assurent dans ces Etats le bénéfice de la personnalité.

Toutefois, les droits que la loi de ces Etats n'accorde pas aux sociétés, aux associations et aux fondations du type correspondant, pourront être refusés.

Ces Etats pourront également réglementer l'étendue de la capacité de posséder des biens sur leur territoire.

Article 7.

L'admission à l'établissement, au fonctionnement et, en général, à l'exercice permanent de l'activité sociale sur le territoire de l'Etat de reconnaissance, est réglée par la loi de cet Etat.

Article 8.

Dans chaque Etat contractant, l'application des dispositions de la présente Convention peut être écartée pour un motif d'ordre public.

Article 9.

Chaque Etat contractant, en signant ou ratifiant la présente Convention ou en y adhérant, peut se réserver la faculté de limiter l'étendue de son application, telle qu'elle résulte de l'article 1^{er}.

L'Etat, qui aura fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, ne pourra prétendre à l'application de la présente Convention par les autres Etats contractants, en ce qui concerne les catégories qu'il aura exclues.

Article 10.

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Septième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Il sera dressé de tout dépôt d'instrument de ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats signataires.

Article 11.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt du cinquième instrument de ratification prévu par l'article 10, alinéa 2.

Pour chaque Etat signataire, ratifiant postérieurement la Convention, celle-ci entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 12.

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires métropolitains des Etats contractants.

Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans tous les autres territoires, ou dans tels des autres territoires dont les relations internationales sont assurées par lui, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants. La présente Convention entrera en vigueur, pour ces territoires, le soixantième jour après la date du dépôt de l'acte de notification mentionné ci-dessus.

Il est entendu que la notification, prévue par l'alinéa 2 du présent article, ne pourra avoir effet qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de son article 11, alinéa 1^{er}.

Article 13.

Tout Etat, non représenté à la Septième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé, pourra adhérer à la présente Convention.

De reconnaissant Staat kan eveneens de omvang regelen van de bevoegdheid goederen op zijn grondgebied te bezitten.

De rechtspersoonlijkheid brengt in elk geval mede bevoegdheid om, hetzij als eiser, hetzij als gedaagde, in rechte op te treden overeenkomstig de plaatselijke wet.

Artikel 6.

De vennootschappen, verenigingen en stichtingen, waaraan de wet, die haar beheerst, geen rechtspersoonlijkheid toekent, hebben op het grondgebied van de andere verdragsluitende Staten de rechtspositie, die deze wet haar toestaat, met name ten aanzien van de bevoegdheid in rechte op te treden en van de rechtsverhouding tot de schuldeisers.

Zij kunnen in de andere verdragsluitende Staten geen aanspraak maken op een gunstiger juridische behandeling, zelfs indien zij aan alle voorwaarden voldoen, die in die Staten rechtspersoonlijkheid ten gevolge hebben.

Nochtans kunnen de rechten, die de wet van deze Staten niet toekent aan vennootschappen, verenigingen en stichtingen van soortgelijke aard, worden onthouden.

Deze Staten kunnen eveneens de omvang regelen van de bevoegdheid goederen op hun grondgebied te bezitten.

Artikel 7.

De toelating tot vestiging, tot werkzaamheid en, in het algemeen, tot de voortdurende uitoefening van de maatschappelijke activiteit op het grondgebied van de erkennende Staat, wordt geregeld door de wet van die Staat.

Artikel 8.

In iedere verdragsluitende Staat kan de toepassing van de bepalingen van dit Verdrag ter zijde worden gesteld op grond van de openbare orde.

Artikel 9.

Iedere verdragsluitende Staat kan zich bij de ondertekening of de bekrachtiging van, of bij de toetreding tot dit Verdrag de bevoegdheid voorbehouden de omvang der toepassing van het Verdrag, zoals die uit artikel 1 voortvloeit, te beperken.

De Staat, die gebruik gemaakt heeft van de bevoegdheid bedoeld in het vorige lid, kan geen aanspraak maken op de toepassing van dit Verdrag door de andere verdragsluitende Staten ten aanzien van de groepen die hij heeft uitgesloten.

Artikel 10.

Dit Verdrag staat ter ondertekening open voor de Staten, vertegenwoordigd op de Zevende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Het zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Van iedere nederlegging van akten van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een gewaarmerkt afschrift, langs diplomatieke weg, aan ieder der ondertekenende Staten zal worden toegezonden.

Artikel 11.

Dit Verdrag treedt in werking op de zestigste dag te rekenen van de nederlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, bedoeld in artikel 10, lid 2.

Voor iedere ondertekenende Staat, die het Verdrag later bekrachtigt, treedt het in werking op de zestigste dag te rekenen van de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Artikel 12.

Dit Verdrag is van rechtswege van toepassing in het moederland van de verdragsluitende Staten.

Indien een verdragsluitende Staat de inwerkingtreding ervan wenst in alle of enige van de andere grondgebieden, voor welke internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is, geeft hij te dien einde van zijn voornemen kennis door een akte, die wordt nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland. Dit doet, langs diplomatieke weg, een gewaarmerkt afschrift van die akte aan ieder der verdragsluitende Staten toekomen. Het Verdrag treedt voor die grondgebieden in werking op de zestigste dag, te rekenen van de datum van nederlegging van de hierboven vermelde akte van kennisgeving.

Het is welverstaan, dat de kennisgeving, bedoeld in het tweede lid van dit artikel eerst gevolg kan hebben na de inwerkingtreding van dit Verdrag krachtens artikel 11, lid 1.

Artikel 13.

Iedere Staat, die niet vertegenwoordigd is geweest op de Zevende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht, kan tot dit Verdrag toetreden.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

L'adhésion n'aura effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats qui n'élèveront d'objection dans les six mois à partir de cette communication.

Il est entendu que le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de l'article 11, alinéa 1^{er}.

Article 14.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 11, alinéa 1^{er}, de la présente Convention. Ce terme commencera à courir dès cette date, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra, au moins six mois avant l'expiration du terme, être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation peut se limiter aux territoires ou à certains des territoires indiqués dans une notification faite en vertu de l'article 12, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 1^{er} juin 1956, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Septième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

(Cette Convention a été signée par les représentants de la Belgique, l'Espagne, la France et les Pays-Bas.)

De akten van toetreding worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Dit doet, langs diplomatieke weg, een gewaarmerkt afschrift van die akten aan ieder der verdragsluitende Staten toekomen.

De toetreding heeft slechts gevolg ten aanzien van de rechtsbetrekkingen tussen de toetredende Staat en de Staten, die daartegen geen bezwaar maken binnen zes maanden te rekenen van deze mededeling.

Het is welverstaan, dat de nederlegging van de akte van toetreding eerst kan plaatsvinden na de inwerkingtreding van dit Verdrag krachtens artikel 11, lid 1.

Artikel 14.

Dit Verdrag blijft gedurende vijf jaren van kracht, te rekenen van de dagtekening aangegeven in artikel 11, lid 1, van dit Verdrag. Deze termijn begint van die dag af te lopen, zelfs voor de Staten, die later hebben bekrachtigd of zijn toegetreden.

Het Verdrag wordt, behoudens opzegging, stilzwijgend telkens voor vijf jaren verlengd.

De opzegging moeten minste zes maanden voor het einde van de termijn ter kennis worden gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland, dat daarvan aan alle andere verdragsluitende Staten mededeling zal doen.

De opzegging kan zich beperken tot de grondgebieden of tot bepaalde grondgebieden, aangegeven in een kennisgeving, gedaan krachtens artikel 12, lid 2.

De opzegging heeft slechts gevolg ten opzichte van de Staat, die haar heeft gedaan. Het Verdrag blijft van kracht voor de andere verdragsluitende Staten.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun onderscheidene Regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te 's-Gravenhage, de 1^{er} juni 1956, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven der Nederlandse Regering en waarvan een gewaarmerkt afschrift, langs diplomatieke weg, zal worden toegezonden aan elk der Staten, die vertegenwoordigd zijn geweest op de Zevende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

(Dit Verdrag werd ondertekend door de afgevaardigden van België, Spanje, Frankrijk en Nederland.)